

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 avril 2024

PROPOSITION DE LOI

instaurant un congé calamité

Avis de la Cour des comptes

Voir:

Doc 55 **2161/ (2020/2021):**

001: Proposition de loi de Mme Moscufo et consorts.

002: Avis du Conseil d'État.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 april 2024

WETSVOORSTEL

betreffende het rampverlof

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **2161/ (2020/2021):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Moscufo c.s.

002: Advies van de Raad van State.

12141

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)



Avis relatif à la proposition de loi 55/2161 instaurant un congé calamité

Approuvé en assemblée générale de la Cour des comptes du 20 mars 2024

1 Demande d'avis

Par lettre du 23 novembre 2023, la présidente de la Chambre des représentants a transmis à la Cour des comptes la demande de la commission des Affaires sociales, de l'Emploi et des Pensions de lui fournir, en application de l'article 79, 1^{er} alinéa, du règlement de la Chambre, un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes qui découleraient de l'adoption de la proposition de loi 55/2161.

2 Cadre légal et proposition de loi

La proposition de loi vise à instaurer dans la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail une protection spécifique pour les travailleurs victimes de calamités. Selon la proposition de loi, ceux-ci bénéficieraient de dix jours de congé pour s'occuper des démarches liées au sinistre.

Les dix jours de congé seraient répartis en deux périodes : trois jours à charge de l'employeur et sept jours indemnisés par l'Inami sur le modèle du congé de naissance : durant ces 7 jours, les travailleurs percevraient une allocation équivalente à 82 % de leur salaire, à charge de la sécurité sociale. En outre, les travailleurs bénéficieraient d'une protection contre le licenciement pendant une période de 3 mois à dater du jour de survenance de la calamité.

La proposition de loi prévoit l'ajout d'un article 30septies dans la loi du 3 juillet 1978, au sein du Chapitre III du Titre 1^{er} de cette loi, intitulé « Suspension de l'exécution du contrat ».

La proposition de loi ne définit pas la notion de calamité. Depuis la sixième réforme de l'État, l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités publiques relève des régions. Selon les définitions des textes de loi régionaux, les calamités sont des phénomènes naturels exceptionnels qui causent des dégâts importants ou significatifs. Les critères de reconnaissance de ces calamités sont définis par les gouvernements régionaux.

3 Coût par travailleur

Le coût des trois premiers jours serait supporté par l'employeur. La Cour des comptes part de l'hypothèse que cette charge supplémentaire n'aurait pas d'implication pour les finances publiques. Par conséquent, seule l'incidence des sept jours de congé indemnisés par l'Inami est calculée dans le présent avis.



Selon les derniers chiffres disponibles de Stabel¹, en 2021, un travailleur occupé à temps plein gagnait en moyenne 3.886 euros brut par mois.

En juin 2021, l'indice santé atteignait 111,31 et en janvier 2024 130,19 (base 2013=100). L'inflation entre mi-2021 et janvier 2024 est donc de 17,0 %. Majoré par cet indice, le salaire moyen mensuel atteint 4.545,1 euros.

Sur la base de l'hypothèse d'un mois de 21 jours de travail, le salaire moyen journalier s'élève à 216,4 euros. L'allocation journalière accordée par l'Inami s'élèverait donc à 177,5 euros, soit 82 % du salaire. Pour la durée de 7 jours prévue dans le texte en projet, cela donne un total de $7 \times 177,5 = 1.242,5$ euros.

La Cour des comptes précise que l'allocation de naissance, qui est prise pour modèle selon les développements de la proposition de loi, est limitée par un plafond. Il n'est pas fait mention d'une telle limitation – réglementaire pour l'allocation de naissance – dans la proposition de loi ou dans ses développements.

4 Volume des coûts

4.1 Impossibilité de déterminer le volume du risque couvert

Le coût total de la mesure dépend du nombre de travailleurs indemnisés. Pour estimer la population des travailleurs concernés, il est nécessaire de connaître la probabilité que survienne un événement visé par la proposition de loi. En outre, il faudrait connaître l'ampleur de la population des sinistrés.

Les calamités, notamment les catastrophes naturelles, sont des événements rares dont la probabilité de survenance ne peut être déduite avec certitude de l'observation du passé. En outre, l'ampleur des calamités et le nombre de personnes qu'elles affectent ne peuvent pas être estimés de manière satisfaisante à partir d'événements antérieurs, dans la mesure où ces calamités peuvent varier fortement en ampleur et en gravité..

Si certaines catastrophes naturelles (tremblement de terre, inondation sauf exclusions, débordement ou refoulement des égouts publics sauf exclusions, glissement ou affaissement de terrain) sont couvertes en Belgique par l'assurance incendie, l'inclusion de ce risque ne repose pas, dans les travaux préparatoires de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, sur un calcul précis de la probabilité qu'une catastrophe se produise.

La Cour des comptes n'est dès lors pas en mesure d'estimer le volume des coûts qu'entraînerait l'adoption de la proposition de loi.

¹<https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/salaires-et-cout-de-la-main-doeuvre/salaires-mensuels-bruts-moyens>. Cette statistique découle d'une enquête sur les salaires menée auprès de plus de 125.000 travailleurs.



5 Conclusion

En raison du caractère aléatoire et de la grande diversité des calamités, la Cour des comptes n'est pas en mesure de déterminer le coût supplémentaire global pour les finances publiques que générerait l'adoption de la proposition de loi 2661.

La Cour des comptes a toutefois calculé que le coût par travailleur salarié indemnisé par calamité s'élèverait sur la base cette même proposition à 1.242,5 euros.



Advies bij het wetsvoorstel 55/2161 betreffende het rampverlof

Goedgekeurd in de algemene vergadering van het Rekenhof van 20 maart 2024

1. Vraag om advies

Op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de Kamervoorzitter in een brief van 23 november 2023 de vraag van de commissie Sociale Zaken, Werk en Pensioenen aan het Rekenhof toegezonden om een advies te formuleren met daarin een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de goedkeuring van wetsvoorstel 55/2161.

2 Wettelijk kader en wetsvoorstel

Het wetsvoorstel beoogt de invoering in de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, van een specifieke bescherming voor werknemers die slachtoffer zijn van een noodsituatie. Volgens het wetsvoorstel zouden zij tien dagen verlof krijgen om de formaliteiten die met het schadegeval samenhangen te regelen.

De tien dagen verlof zou worden opgesplitst in twee periodes: drie dagen betaald door de werkgever en zeven door het RIZIV, op dezelfde basis als het ouderschapsverlof. Tijdens die zeven dagen Tijdens deze zeven dagen, zouden de werknemers een uitkering ontvangen die overeenkomt met 82% van hun salaris, betaald door de sociale zekerheid. Bovendien zouden werknemers gedurende een periode van 3 maanden vanaf de datum van de ramp, beschermd zijn tegen ontslag.

Het wetsvoorstel voorziet in een toevoeging van een artikel 30septies aan de wet van 3 juli 1978, binnen hoofdstuk III van titel 1 van deze wet, getiteld " Schorsing van de uitvoering van de overeenkomst", dat de gronden voor opschorting van de arbeidsovereenkomst bevat.

Het wetsvoorstel geeft wel geen definitie van het begrip noodsituatie of ramp. Sinds de zesde staatshervorming zijn de gewesten bevoegd voor de financiële interventie na schade veroorzaakt door openbare rampen. Volgens de definities in de gewestelijke wetgeving zijn rampen uitzonderlijke natuurverschijnselen die belangrijke of aanzienlijke schade veroorzaken. De gewestregeringen bepalen de criteria voor de erkenning van die rampen.

3 Kost per werknemer

De werkgever zou de kosten van de eerste drie dagen voor zijn rekening moeten nemen. Het Rekenhof gaat ervan uit dat die extra last geen gevolgen heeft voor de overheidsfinanciën. Dit advies berekent dus enkel de impact van de zeven door het RIZIV terugbetaalde verlofdagen.



Volgens de laatste cijfers van Stabel¹ verdiende een voltijds tewerkgestelde werknemer in 2021 gemiddeld 3.886 euro bruto per maand.

In juni 2021 bedroeg de gezondheidsindex 111,31 punten en in januari 2024, 130,19 (basis 2013=100). De inflatie tussen midden 2021 en januari 2024 bedraagt dus 17,0 %. Rekening houdend met die index bedraagt het gemiddelde loon dan ook 4.545,1 euro.

Uitgaande van een maand van 21 werkdagen, bedraagt het gemiddelde loon per dag 216,4 euro. De door het RIZIV toegekende dagvergoeding zou dus 177,5 euro bedragen, zijnde 82 % van het loon. Voor de 7 dagen waarin het wetsvoorstel voorziet, geeft dit een totaal van $7 \times 177,5 = 1.242,5$ euro.

Het Rekenhof stelt dat de ouderschapsuitkering bij geboorte, die in het wetsvoorstel als model wordt gebruikt, echter aan een grensbedrag is gebonden. Er is geen sprake van een dergelijke beperking - regelgevend voor het geboorteverlof - in het wetsvoorstel of in de ontwikkelingen ervan.

4 Kostenvolume

De totale kosten van de maatregel hangen af van het aantal werknemers dat een vergoeding ontvangt. Om de populatie van betrokken werknemers te kunnen schatten, is het nodig te weten hoe groot de kans is dat een door het wetsvoorstel beoogde gebeurtenis zich voordoet. Daarnaast zouden we moeten weten om hoeveel getroffen en het zou gaan.

Rampen, en met name natuurrampen, zijn zeldzame gebeurtenissen waarvan de kans niet met zekerheid kan worden afgeleid uit waarnemingen uit het verleden. Bovendien kunnen de omvang van die rampen en het aantal mensen dat wordt getroffen niet goed worden geschat op basis van gebeurtenissen uit het verleden, omdat rampen sterk kunnen variëren in omvang en ernst.

Hoewel sommige natuurrampen (aardbeving, overstroming tenzij uitgesloten, overlopen of opstuwing van de openbare riolen tenzij uitgesloten, aardverschuiving of grondverzakking) in België gedekt zijn door de brandverzekering, is de opname van dit risico in de voorbereidende werkzaamheden voor de verzekeringswet van 4 april 2014 niet gebaseerd op een precieze berekening van de kans dat een ramp zich voordoet.

Het Rekenhof kan de omvang van de kosten van de eventuele goedkeuring van het wetsvoorstel dus niet inschatten.

¹ <https://statbel.fgov.be/nl/themas/werk-opleiding/lonen-en-arbeidskosten/gemiddelde-bruto-maandlonen>. Die statistiek is gebaseerd op een enquête over de lonen bij meer dan 125.000 werknemers.



5 Conclusie

Gelet op de onvoorspelbaarheid en de grote verscheidenheid van rampen is het Rekenhof niet in staat de extra kosten voor de overheidsfinanciën die de goedkeuring van wetsvoorstel 2661 met zich zou brengen te bepalen.

Het Rekenhof heeft echter berekend dat de kosten per werknemer die per ramp wordt vergoed, 1.242,5 euro zouden bedragen op basis van ditzelfde voorstel.